

Document 1

INDICATEURS ÉCONOMIQUES DU MAROC (EN %)

Eléments	2003	2007
Taux de croissance économique	6,1	<u>2,5</u>
Taux de chômage	11,4	9,9
Solde de la balance courante en % du PIB	3,2	2,1
Taux d'inflation	1,2	2,5

Source : www.finances.gov.ma/depf.htm

Document 2

DONNÉES BUDGÉTAIRES DU MAROC

Eléments	2002		2007	
	Montant en millions de DH	Taux de Réalisation (*) en %	Montant en millions de DH	Taux de Réalisation (*) en %
Recettes ordinaires	99 848	88,5	127 936	<u>100</u>
*Recettes fiscales	78 978	101,9	112 981	100,6
*Recettes non fiscales	20 870	37,7	14 955	89,8
Dépenses totales	111 807	-	194 565	-
*Dépenses ordinaires	94 492	44,2	168 607	136
*Dépenses d'investissement	17 315	<u>66,3</u>	25 958	118
Solde budgétaire	-17 050		-15 590	

Source : *Tableau de bord des finances publiques 2006 et Rapport Bank Al Maghrib 2003*

(*) Taux de réalisation = (Réalisations/Prévisions) x 100.

Document 3

La politique économique s'inspire d'une certaine grille d'analyse : le keynésianisme et le libéralisme constituent deux inspirations des politiques économiques.

Ainsi, toute politique de lutte contre l'inflation se réfère de façon plus ou moins explicite à une explication de l'inflation et l'action est organisée différemment selon que l'on privilégie la responsabilité de l'émission de la monnaie ou celle de la demande.

De même, une politique de lutte contre le chômage peut se référer soit à une explication du chômage par insuffisance de la demande, soit à une théorie qui privilégie le coût du travail.

Enfin, l'investissement peut être stimulé de façon différente selon que l'on considère que la faiblesse de l'investissement provient de débouchés trop faibles ou d'une insuffisance des profits.

Source : Dictionnaire d'Economie et des Sciences Sociales ; Editions Nattan 2007.

Document 4

Depuis plusieurs mois, la hausse des prix est redevenue un sujet d'inquiétude aux quatre coins du monde.

Dans la zone euro, la progression de l'indice des prix dépassait 3% en novembre et décembre en rythme annuel (2,8% en France), un seuil atteint une fois seulement depuis la création de l'euro. Le dérapage est encore plus net aux Etats-unis, où les prix enregistraient en décembre une hausse de 4,1% par rapport à l'année précédente, la plus forte poussée depuis dix-sept ans. Et les pays émergents ne sont pas en reste : en Chine, l'inflation encore cantonnée sous les 2% en 2005, progresse régulièrement depuis et dépasse les 6% par an.

Ce regain d'inflation reste cependant limité pour le moment à l'énergie. La situation est en effet très différente de celle des années 70 : à l'époque, la hausse des prix s'était rapidement généralisée, notamment parce que les augmentations salariales étaient alors souvent indexées sur les prévisions d'inflation dans le cadre des accords collectifs entre salariés et employeurs.

Il y a pourtant quelques raisons de s'inquiéter. La première, c'est que l'inflation vient éroder un peu plus le pouvoir d'achat des ménages. Les menaces s'accumulent donc sur ce qui constitue le principal moteur de la croissance dans les grands pays développés : Les dépenses de consommation qui représentent plus de la moitié du PIB. Cette situation met les banques centrales face à un délicat dilemme : leur priorité doit-elle être de soutenir l'activité ou bien faire face à la poussée inflationniste ?

Source : Alternatives Economiques ; Hors Série n° 76 ; 2ème trimestre 2008

Document 5

Le marché mondial des produits de base évolue au gré d'une conjoncture difficile, avec des prix atteignant des sommets jusque-là inobservés. Si cette tendance est intervenue un peu plutôt dans le cas des produits pétroliers, elle s'est progressivement généralisée pour affecter les autres produits de base, notamment les céréales.

Cette situation est consécutive aux fondamentaux des marchés, avec un équilibre

offre-demande très précaire et un niveau de stocks au plus bas depuis des décennies. Non moins important, la glissade du dollar, monnaie de cotation des cours des produits de base et l'intervention accrue des fonds spéculatifs sur le marché à terme contribuent à accentuer la fragilité de l'équilibre de ces marchés. La particularité de la situation actuelle tient au fait que la hausse des prix enregistrée au niveau des produits énergétiques se transmet aux produits agricoles via le développement des agrocarburants.

En effet, pour faire face au renchérissement du prix du baril de pétrole, plusieurs pays ont eu recours aux biocarburants, notamment le blé et le maïs pour la production de l'éthanol (*).

Selon le Conseil International des Céréales (CIC), sur les sept récoltes de blé effectuées à l'échelle mondiale de 2000 jusqu'à 2006, six d'entre elles ont été déficitaires, ce qui signifie que le niveau de la production n'arrive plus à satisfaire la consommation mondiale de blé. Au titre de la campagne 2006-2007, le déficit est estimé à 18 millions de tonnes.

Source : *Le Matin du Sahara* du 03.04.2008

(*) Ethanol : carburant à base de céréales.

CONSIGNES :

- 1 a. Formulez une phrase pour exprimer le chiffre souligné dans le document 1.
b. Interprétez l'évolution des indicateurs économiques du Maroc en 2007 par rapport à 2003 (Document 1).
- 2 a. Donnez la signification des chiffres soulignés dans le document 2.
b. Calculez et interprétez le taux de variation du solde budgétaire en 2007 par rapport à 2002 (arrondir au centième près).
- 3 Caractérissez, à l'aide du document 2 et des réponses à la question 2 (a et b), la situation des finances publiques au Maroc.
- 4 L'inflation et le chômage sont interprétés différemment par le libéralisme et le keynésianisme, expliquez en se référant au document 3.
- 5 Identifiez les instruments de politique conjoncturelle que l'on peut manipuler pour stimuler l'investissement.
- 6 Commentez le passage souligné dans le document 4.
- 7 Expliquez la contradiction que doivent gérer les banques centrales.
- 8 a. Dégager du document 5, les facteurs qui expliquent la hausse du prix des céréales au niveau international.
b. Présentez l'impact de cette évolution sur la situation de la balance commerciale du Maroc.

DOSSIER 2 Croissance et ouverture des économies.

Document 1

LA MONDIALISATION RESTE UN FACTEUR STRUCTURANT DE NOTRE ÉPOQUE

La prolifération des traités bilatéraux de commerce, généralement baptisés de

façon abusive «traités de libre-échange», remet en question non seulement la gestion multilatérale des échanges internationaux par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), mais également les possibilités même d'échange. Certains pays profitent en effet de ces négociations pour diminuer leur niveau d'ouverture par rapport à leurs engagements dans le cadre de l'OMC.

Une évolution qui contribue à fragiliser une OMC en panne de compromis entre pays riches, pays émergents et pays pauvres, aucun pays ne semblant prêt à faciliter l'aboutissement des négociations du cycle de Doha.

Quels que soient les indicateurs retenus, le commerce international de biens et de services continue à croître plus vite que la production mondiale. Seules les années de faible croissance économique entraînent un ralentissement passager de la croissance des échanges internationaux.

Avec près de 12 500 milliards de dollars, le stock mondial des investissements à l'étranger représentait à la fin 2006 l'équivalent de 26% du PIB mondial, un record historique. Entre 2001 et 2007, les transactions sur les marchés des changes ont progressé en moyenne de 27% par an. Entre 2000 et 2007, l'activité internationale des banques a presque triplé et les périodes de crise, comme celles que connaissent les grandes banques internationales depuis l'été 2007, ont peu de chances de remettre en cause ce mouvement à moyen et long terme. Si la mondialisation fait de plus en plus débat, les questionnements dont elle fait l'objet semblent plus correspondre, pour l'instant, à une demande de régulation de ses effets plutôt qu'à une volonté de la remettre véritablement en cause.

Source : Alternatives Economiques ; Hors Série n° 76 ; 2ème trimestre 2008

Document 2

TAUX DE CROISSANCE DU PIB ET DES IMPORTATIONS (EN %) AU NIVEAU MONDIAL

Eléments	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux de croissance des importations (xi)	3,1	4,0	5,3	4,8	5,4	5,2
Taux de croissance du PIB (yi)	3,5	5,6	11,1	7,7	9,4	6,6

Source : Option citée.

Document 3

EQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS AUX PRIX COURANTS AU MAROC

Eléments (en millions de dirhams)	2004	2006	2008 (P)
PIB	500 081	575 271	655 731
Importations de biens et services	171 973	220 998	279 868
consommation finale nationale	382 355	424 334	486 240
FBCF	133 404	165 301	207 258
Variation de stocks	10 342	16 714	15 330
Exportations de biens et services	145 953	189 921	226 771

Source : www.finances.gov.ma/den/denof.htm

Document 4**ELÉMENTS DE LA DEMANDE EN % DU PIB NOMINAL DU MAROC**

Eléments	2004	2006	2008(P)
Importations de biens et services	34,4	38,4	42,7
Consommation finale nationale	76,5	73,8	74,2
Exportations de biens et services	29,2	33,0	34,6

(P) Prévisions

Source : www.finances.gov.ma/depfi/depfi.htm**Document 5**

L'origine du chômage structurel est associée soit à l'ouverture des économies, soit à des chocs technologiques, les deux phénomènes entraînant une déformation de la demande de travail des entreprises.

Dans le premier cas, la concurrence des pays à bas salaires entraîne la fermeture d'entreprises employant beaucoup de main d'oeuvre non qualifiée dans les pays industrialisés. Dans le second cas, des secteurs nouveaux se développent, tandis que d'autres régressent. Les secteurs en déclin licencient, mais les travailleurs en excès dans ces secteurs n'ont pas les compétences requises pour être embauchés dans les secteurs en expansion. Pour ces salariés, la fermeture de leur entreprise entraîne la perte totale du capital humain spécifique qu'ils avaient acquis par leur expérience professionnelle. Les évaluations empiriques montrent que la montée du chômage et/ou des inégalités salariales dans les pays de l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Economique) est davantage due au progrès technique qu'à l'ouverture des économies.

Source : *Cahiers Français*, n°317 ; Novembre - décembre 2003.**Document 6**

Les délocalisations (*) peuvent nuire aux pays en développement (PED) en contribuant à la désarticulation de leur économie : l'essor d'un secteur moderne extraverti, lié à l'implantation des entreprises étrangères, n'exerce pas d'effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie, perpétue la dépendance de PED à l'égard des pays développés et accentue les inégalités sociales et régionales. De plus, l'emploi créé par les filiales reste quantitativement limité d'autant plus qu'elles peuvent ne pas faire appel à des fournisseurs locaux ou entrer en concurrence avec des firmes locales qu'elles condamnent à la faillite.

Par ailleurs, les maisons-mères des filiales implantées dans les PED ou les pays développés rapatrient tout ou partie des bénéfices occasionnant par-là même une

sortie de revenus. En outre, ces filiales peuvent privilégier leur pays d'origine pour leurs importations d'intrants.

Les délocalisations peuvent conduire à une spécialisation des pays d'accueil qui leur soit préjudiciable.

Par exemple, les délocalisations intervenant dans certains pays d'Asie (Philippines, Indonésie) concernent fréquemment des activités à faible valeur ajoutée (textile, biens de consommation courante, produits semi-finis) dont les termes de l'échange tendent à se dégrader.

Source : Sciences Economiques et Sociales ; Editions Bréal ; 2007

(*) délocalisation : transfert d'une partie ou de la totalité du processus de production vers un autre pays.

CONSIGNES :

1 a. Déterminez, à partir du document 2, l'équation de la droite de la forme $y = ax + b$ selon la méthode des moindres carrés, sachant que :

$$\sum x_i y_i = 214,12 \quad ; \quad \sum x_i^2 = 132,94 \quad ; \quad a = (\sum x_i y_i - n \bar{x} \bar{y}) / (\sum x_i^2 - n \bar{x}^2).$$

NB : arrondissez au centième près.

b. Caractériser la relation entre l'évolution du PIB et celle des importations.

2 Donnez la raison pour laquelle :

a. Les traités bilatéraux sont qualifiés, à tort, de «traités de libre-échange»;

b. La prolifération de ces traités remet en cause les principes défendus par l'OMC : le libre-échange et le multilatéralisme.

3 Illustrez le titre du document 1 à partir des propos du même document.

4 a. Montrez l'intérêt de la régulation de la mondialisation.

b. Identifiez les acteurs pouvant assurer cette régulation.

5 a. Calculez le solde commercial prévu pour 2008 (document 3).

b. Commentez l'évolution de cet indicateur, sachant qu'il est déficitaire de 26 020 millions de DH pour 2004 et de 31 077 milliards de DH pour 2006.

6 a. Vérifiez l'équilibre ressources-emplois pour 2008 (document 3).

b. Calculer le PIB dans l'optique dépense pour l'année 2004.

7 Commentez la contribution des différents éléments de la demande dans la formation du PIB.

8 Montrez le lien entre le chômage structurel et l'ouverture des économies. (Document 5)

9 Expliquez le passage souligné dans le document 6.

10 Dégager du document 6 deux explications du sous-développement.

11 Question de synthèse :

Présentez en vous aidant du document 6 et des acquis, une rédaction argumentée et structurée sur les effets des délocalisations pour les pays en développement (PED).